



**PRÉFET
DE L'ISÈRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Auvergne-Rhône-Alpes

Unité départementale
de l'Isère

| Rapport de contrôle de l'inspection des installations classées | | |
|---|---|---|
| Référence : 2022-Is017T2 | | |
| Nom et adresse de l'établissement contrôlé | | Code DREAL |
| TRIVIUM Aluminium Packaging France 370, Route de Marcollin 38270 BEAUREPAIRE | | S3IC 61-2813 Priorité DREAL <input checked="" type="checkbox"/> PN <input type="checkbox"/> AE <input type="checkbox"/> SP <input type="checkbox"/> Autre Régime <input checked="" type="checkbox"/> A <input type="checkbox"/> E <input type="checkbox"/> D <input type="checkbox"/> NC SEVESO / IED <input type="checkbox"/> HAUT <input type="checkbox"/> BAS / <input checked="" type="checkbox"/> IED |
| Activité principale : Fabrication de contenants en aluminium | | |
| Date du contrôle : 9 mars 2022 | | |
| Inspecteur : Benjamin BRUN | | |
| Type de contrôle | | |
| <input checked="" type="checkbox"/> Inspection annoncée <input type="checkbox"/> Inspection inopinée | | <input checked="" type="checkbox"/> Inspection planifiée <input type="checkbox"/> Inspection circonstancielle |
| Circonstances du contrôle | | |
| <input checked="" type="checkbox"/> Plan de contrôle de la DREAL <input type="checkbox"/> Incident/Accident | | <input type="checkbox"/> Plainte <input type="checkbox"/> Autre : |
| Thème(s) du contrôle • Opération coupe de poing - Défense incendie | | |
| Principale(s) installation(s) contrôlée(s) • Site de Beaurepaire | | |
| Référentiel(s) du contrôle Arrêté préfectoral du 18 janvier 2002 Arrêté préfectoral du 4 mai 2005 Arrêté préfectoral complémentaire du 11 mai 2011 | | |
| Personne(s) rencontrée(s) et fonction(s) | | |
| Nom | Société | Qualité |
| M. Teneze | Trivium | Directeur du site |
| M. Campestre | Trivium | Responsable environnement |
| Copies | <input checked="" type="checkbox"/> Exploitant DREAL : <input checked="" type="checkbox"/> Chrono <input type="checkbox"/> PRICAE <input checked="" type="checkbox"/> Subdivision T2 <input type="checkbox"/> Autre : | |

I - Contexte

Le site est exploité par le groupe TRIVIUM qui compte de l'ordre de 8000 salariés dans le monde. Trois usines du groupe fabriquent des contenants (bouteilles d'aérosols, de boissons,...) en aluminium dans le monde et l'usine de Beaurepaire est la seule située en France. Le site de Beaurepaire dispose de 9 lignes de production dont une ligne haute cadence. Les boîtiers aluminium sont créés à partir de pions en aluminium. La première étape consiste à laver et lubrifier les pions (barattage). Ils sont ensuite filés par choc. Cette étape permet d'obtenir la forme du contenant ou boîtier. Ce boîtier ainsi créé est rogné puis brossé. Ces boîtiers sont ensuite lavés et une première application de vernis alimentaire à l'intérieur est réalisée. Ensuite, différentes opérations de laquage, d'application de sur-vernis et de cuisson sont réalisées afin d'obtenir le graphisme extérieur désiré. La dernière étape consiste à donner mécaniquement la forme finale aux boîtiers (aérosol, bouteille, etc). Les produits sont ensuite emballés et envoyés aux différents clients dont les sociétés l'Oréal, Pierre Favre et Nivéa.

II – Proposition de suites en fonction des enjeux et des engagements de l'exploitant

Concernant le résultat de la visite, une observation a été formulée. L'ensemble des constats est récapitulé dans la fiche en annexe 1 du présent rapport.

Proposition de suites : Prendre en compte l'observation formulée.

| Inspecteur de l'environnement | Vérificateur | Approbateur |
|--|---------------------|--------------------|
| | | |

Annexe 1 – Fiche de constats

| Thème | réf | Prescriptions | Commentaires Constat Inspection | Conformité / Suites |
|--|---------------------------|---|--|---|
| État des matières stockées | AM 4/10/2010 art 46 | <p>Les dispositions du présent article sont applicables à l'ensemble des installations relevant du régime de l'autorisation.</p> <p>L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.</p> <p>L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent.</p> <p>Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.</p> | <p>L'exploitant dispose d'un état des matières stockées pour la totalité des matières visées au présent article.</p> <p>Les fiches de données de sécurité sont disponibles.</p> <p>Ces documents sont facilement accessibles notamment via le logiciel SAP. Ces données sont stockées sur un serveur externalisé, elles sont donc disponibles à partir d'un simple accès internet.</p> | conforme |
| | AM 4/10/2010 art 47 | Site non soumis compte-tenu du type et/ou du volume d'activité exercé. | | sans objet |
| Moyens de lutte contre l'incendie | AP du site | <p>L'arrêté préfectoral prévoit pour la défense incendie, la disponibilité de 120 m³/h pendant 3h. L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques.</p> <p>L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau ainsi que le dimensionnement de l'éventuel bassin de stockage.</p> <p>Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation et notamment en période de gel.</p> | <p>Suite au constat de l'insuffisance de débit disponible avec un recours à des pompes dans les eaux souterraines comme initialement prévu par l'exploitant. L'exploitant a implanté 2 réserves d'eau d'un volume unitaire de 240 m³. Ces réserves ne sont pas implantées dans les zones d'effets thermiques que générerait un incendie. Le site dispose des capacités d'extinction nécessaires prescrits.</p> <p>Il est à noter que le site est doté d'un dispositif d'extinction automatique (sprinklage). L'efficacité des installations n'est pas remise en cause en période de gel.</p> | conforme |
| Maintenance et test | AP du site | <p>Les équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles.</p> <p>Les matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie sont vérifiés périodiquement selon les référentiels en vigueur. L'exploitant doit fixer les conditions de maintenance, de vérifications périodiques et les conditions</p> | <p>Les vérifications semestrielles sont régulièrement réalisées par la société MINIMAX (dernier du 21 décembre 2021), Le rapport précise qu'aucune non-conformité constatée n'est</p> | Conforme L'exploitant doit poursuivre la réalisation des actions |

| | | | | |
|---|--|--|---|---|
| | | <p>d'essais périodiques de ces matériels.</p> <p>Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.</p> <p>Sans préjudice d'autres réglementations, l'exploitant fait notamment vérifier périodiquement par un organisme extérieur les matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie.</p> | <p>pas susceptible de mettre en échec le système d'extinction automatique. Néanmoins, concernant les non-conformités au référentiel APSAD R1 qui ont été relevées, l'exploitant les intègre au fur et à mesure dans les travaux de modernisation, par ordre de priorité. Le suivi des vérifications hebdomadaires a été constaté. Par ailleurs, l'exploitant a présenté des justificatifs de suivi et de résultats de contrôle satisfaisants des autres moyens de lutte contre un incendie.</p> | <p>prévues (révision trentennale du sprinklage)</p> |
| <p>Prévention du risque de pollution par les eaux d'extinction (si le site y est soumis)</p> | | <p>Site non soumis</p> | | <p>Sans objet</p> |